

COLLECTIF UNITAIRE JUSTICE

« PARLONS ENFIN JUSTICE »



Lettre ouverte aux candidats
Election présidentielle 2012



Justice
Solidaires



Alors que la campagne pour l'élection présidentielle bat son plein, force est de constater que la justice est absente du discours des candidats à l'élection présidentielle, si ce n'est encore une fois à travers le prisme exclusivement sécuritaire.

Pourtant, les enjeux sont décisifs : **la France est toujours parmi les derniers pays européens à donner à la justice des moyens pour fonctionner dignement** ; l'indépendance de la justice, pilier de la démocratie, a été bafouée ; les politiques pénales et pénitentiaires ont mis à mal le service public autant qu'elles enrichissaient les marchands de béton ; **les "réformes" servant de cache misère ont eu pour conséquence de réduire l'accès à la justice des citoyens, de supprimer certaines garanties offertes aux justiciables et de détériorer les conditions de travail des professionnels de la justice.**

Quelques exemples suffisent à prendre la mesure de la dégradation du service public de la justice :

- fermeture de plus de 300 tribunaux et d'une centaine d'unités éducatives pour mineurs,
- suppression du rapporteur public dans de nombreux litiges administratifs,
- instauration d'une taxe de 35 euros payable par les justiciables avant toute action en justice,
- délais d'attente de plus en plus longs pour obtenir des jugements dans les litiges du quotidien (affaires familiales, travail, logement, consommation,...),
- budget consacré essentiellement à la construction de places de prison confiée au secteur privé, au détriment des autres formes de sanction pénale et du fonctionnement des autres services et établissements à gestion publique.

Par nos mobilisations unitaires sans précédent en 2010 et 2011, nous avons alerté les décideurs politiques et nos concitoyens sur **l'état catastrophique du service public de la justice** qui n'est plus en mesure d'assurer ses missions. Nous avons également refusé avec force de servir de bouc-émissaire à un gouvernement qui, pour masquer les échecs de sa politique sécuritaire, n'a cessé de jeter le discrédit sur la justice et ses professionnels.

Nos revendications n'ont pas été entendues. Aussi, quel que soit le résultat des élections à venir, nous sommes déterminés à poursuivre notre mobilisation en faveur d'un **plan d'urgence pour la justice.**

Nous,

Fonctionnaires du ministère de la justice, personnels pénitentiaires, personnels de la protection judiciaire de la jeunesse, des services judiciaires, magistrats et avocats, demandons à chacun des candidats à l'élection présidentielle de 2012 de s'engager à porter une politique en matière de justice digne de notre démocratie, prévoyant le recrutement d'agents titulaires, l'allocation d'un budget à la hauteur de celui des autres démocraties européennes et l'augmentation significative des moyens accordés à l'accès au droit.

Nous demandons également à chacun des candidats à l'élection présidentielle de 2012 de s'engager solennellement à **respecter le principe d'indépendance de la justice** et de cesser d'alimenter la défiance des citoyens à l'égard des acteurs de la justice à des fins électoralistes ou politiciennes.